



## Les débuts d'une bibliothèque numérique

Le contenu du site de la BDIC n'a cessé de s'enrichir depuis quelques années et de ce fait rencontre un écho de plus en plus large (plus de 1 600 000 pages consultées sur les onze premiers mois de l'année 2005, pour un total de plus de 420 000 visiteurs).

Sa première mission est, bien entendu, de fournir l'accès aux catalogues en ligne de l'établissement : la base des documents en caractères latins (300 000 références) et celle des documents en caractères cyrilliques (8 000 références) sont ainsi interrogeables à distance. Depuis le printemps 2005, une nouvelle base, « Archives et images », signale les documents iconographiques (affiches, photographies, estampes et originaux) et les archives déposés à la BDIC. C'est là que prennent place les documents que la bibliothèque numérise depuis 2003 : les chercheurs travaillant sur la Grande Guerre pourront ainsi découvrir plus de 19 000 pages d'archives, près de 5 000 photographies prises par des photographes de guerre à Verdun et dans la région Nord, 5 000 pages de journaux de tranchées. On y trouvera aussi quelques reportages tirés du fonds du photographe Élie Kagan (manifestation du 17 octobre 1961, l'Algérie après l'indépendance, etc.) et de photographies personnelles de combattants des Brigades internationales.

Mais le site de la BDIC propose également d'autres informations : la rubrique « Actualité de la recherche en histoire contemporaine » informe des manifestations scientifiques relatives à nos thématiques, des colloques, conférences, séminaires, etc. Les bibliothécaires de la BDIC ont alimenté un annuaire de ressources référençant des sites Internet et des documents en ligne sur la Toile, dont les inventaires d'archives des fonds nouvellement traités. Les lecteurs peuvent accéder, à travers cet annuaire, aux bases de données auxquelles la BDIC est abonnée, mais également à l'ensemble des bases dont l'accès est proposé par la bibliothèque universitaire de l'Université de Paris-X-Nanterre.

On y trouve également la liste des ouvrages catalogués dans l'année en cours. De surcroît, la BDIC propose, depuis début décembre 2005, un système de veille bibliographique informant les personnes intéressées de l'entrée de nouveaux ouvrages dans ses collections.

Tous les chercheurs peuvent s'en rendre compte : la BDIC fournit un effort énorme en investissant dans les nouvelles technologies. Ce sont des moyens en personnel, en matériel, des crédits qui ont été dirigés vers de nouvelles missions. Cet effort, nous entendons bien le poursuivre, notamment avec la mise en place d'un portail documentaire en 2006.

IRÈNE PAILLARD, DIRECTRICE ADJOINTE  
ET YVES TOMIC, WEBMESTRE

### Sommaire

- 1 Editorial
- 2 Sources pour l'histoire du Proche et du Moyen-Orient  
Activités de la BDIC
- 3 Les Lundis de la BDIC
- 4 Réflexions sur l'écriture de l'histoire
- 5 Archives et histoire sociale
- 6 Les traces de l'histoire des femmes à la BDIC
- 7 Le fonds Gabriel Ersler  
Jean Pottier, photographe
- 8 Une certaine idée de l'anarchie



Poste d'observation britannique près de Cambrai, 2 octobre 1918  
(Fonds Valois, collection BDIC).

## Sources pour l'histoire du Proche et du Moyen-Orient

La BDIC a constitué un fonds important de documents en langues occidentales sur les évolutions du Moyen-Orient en rapport avec les relations internationales, et ce depuis la Première Guerre mondiale. Conformément à sa politique documentaire, elle a notamment développé l'acquisition de sources primaires. Ainsi la rubrique *Palestine. Question* du fichier méthodique international (arrêté en 1992) compte environ 360 entrées à la seule sous-rubrique *Documents*.

Un grand nombre de documents gouvernementaux et diplomatiques d'origine américaine ou britannique, souvent confidentiels, sont aujourd'hui publiés sous forme de microfilms. Concernant l'Iran, l'Irak et le conflit israélo-arabe, la BDIC acquiert de façon suivie ces documents qu'elle est généralement seule en France à posséder. Les collections des *Confidential U.S. State department central files*, déjà présentées dans le n° 4 (novembre 2001) de ce journal, sont régulièrement complétées et couvrent l'Iran, l'Irak et le conflit israélo-arabe de 1945 à 1963.

Deux collections concernent plus spécifiquement la Palestine sous mandat britannique : *Confidential British Foreign office political correspondence, Palestine 1947-1948* (46 bobines), à compléter en 2006 par *Palestine and Transjordan, 1940-1946* (35 bobines) ; *British colonial office Palestine original correspondence 1927-1930* (55 bobines), à compléter par la série 1930-1934 (103 bobines).

Citons également le *Recueil. Émigration juive. Archives* (15 bobines) composé de documents du Public Record Office de 1938 à 1942.

## La photographie de la Grande Guerre

Le Musée d'histoire contemporaine-BDIC a entrepris de mener un important travail de recherche et de réflexion concernant une partie de son fonds photographique relatif à la Première Guerre mondiale (les albums dits Valois), en collaboration avec des chercheurs spécialistes de la période et avec d'autres organismes publics (les Archives photographiques du ministère de la Culture et l'ECPAD – Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense – du ministère de la Défense, qui possèdent soit des négatifs de ce fonds soit des registres des opérateurs).

Une première réunion de travail a eu lieu le 7 décembre au Fort de Saint-Cyr aux Archives photographiques, avec l'ECPAD, et une séance de recherche sera consacrée en janvier à ce sujet avec des historiens.

## Écritures de la mémoire

Comme l'an passé, la BDIC participe en 2005-2006 au plan académique de formation sur « les écritures de la mémoire » destiné aux enseignants du secondaire, organisé par la Délégation académique aux arts et à la culture du Rectorat de Paris. Les fonds du MHC-BDIC concernant l'histoire coloniale ont ainsi été présentés, en novembre 2005, à une centaine d'enseignants, réunis à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration dans le cadre du stage « Colonies, images et imaginaire ». Et, le 20 janvier 2006, une journée de formation sera consacrée aux fonds du MHC-BDIC liés à la guerre d'Espagne.

## Argentine : histoire et mémoire des années de dictature

Dans le cadre d'une convention de coopération signée en 2004 avec la Comisión Provincial por la Memoria de la Province de Buenos Aires – organisme public destiné à promouvoir la recherche et à collecter la documentation relative à la dernière dictature –, la BDIC a entrepris de numériser une partie importante de ses archives sur l'Argentine. Un premier lot de 535 pièces a déjà été copié. Il correspond à plus de 4 000 prises de vue et concerne essentiellement les archives d'associations argentines en France ou d'associations de solidarité avec le peuple argentin, ainsi que des documents sur la répression et les disparus. La seconde phase de numérisation portera sur le mouvement Montoneros et le Comité de boycott de la Coupe du Monde de 1978.

Ce partenariat entre en résonance avec un projet présentement orchestré par le Quai d'Orsay à l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire du coup d'État de mars 1976, et pour lequel l'aide de la BDIC a été sollicitée : il s'agit de participer au travail de mémoire entrepris par l'Argentine en lui faisant don de copies d'archives et de périodiques de l'exil.

Directrice de la publication :  
Geneviève Dreyfus-Armand

Rédactrice en chef : Anne-Marie Pavillard

Ont collaboré à ce numéro :

Sonia Combe,  
Odette Martinez,  
Jean-Claude Mouton,  
Rosa Olmos,  
Irène Paillard,  
Jean-Jacques Petit,  
Laetitia Puertas,  
Cécile Tardy,  
Yves Tomic,  
Franck Veyron

P.A.O. et Imprimerie : SPEI

BIBLIOTHEQUE DE DOCUMENTATION  
INTERNATIONALE CONTEMPORAINE  
6, allée de l'Université  
92001 Nanterre Cedex  
(la BDIC est sur le campus  
de l'Université de Paris X-Nanterre

Internet : <http://www.bdic.fr>  
Email : [courrier@bdic.fr](mailto:courrier@bdic.fr)

## Usages militants du Net : quelles archives pour le futur ?

La sauvegarde des archives électroniques (*born-digital archives*)  
des mouvements sociaux

Table ronde organisée par la BDIC, le Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle de l'Université Paris-1 et le CODHOS (Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale)

**Judi 12 janvier 2006 de 14 h à 18 h**

Salle des conférences de l'Université Paris-X-Nanterre, Bâtiment B.

Renseignements : Franck Veyron 01 40 97 79 22 / [franck.veyron@bdic.fr](mailto:franck.veyron@bdic.fr)



# Lundis de la BDIC

## Cycle de conférences janvier-juin 2006

► **23 janvier 2006**  
**La transmission d'un engagement**

L'itinéraire du brigadiste **Gaby Ersler** (1913-2005), volontaire en Espagne républicaine et médecin de la brigade polonaise Dombrowski où il était responsable des services de santé, évoqué à travers sa collection de photos sur l'Espagne léguée à la BDIC et les entretiens filmés par Rosa Olmos, Jean-Charles Szurek et Ismaël Cobo.  
Avec **Rémi Skoutelsky**, historien  
*Modératrice* : Geneviève Dreyfus-Armand

► **27 février 2006**  
**Massacres et génocides : conflits de définitions**

La réflexion sur les massacres et l'analyse sur leur usage politique nécessitent une approche transdisciplinaire et comparatiste qui permet de cerner, pour mieux les surmonter, des conflits de définitions.  
Avec **Jacques Sémelin** (CERI – Institut d'études politiques)  
*Modérateur* : Yves Tomic

► **27 mars 2006**  
**L'histoire face aux lois**

Loi Gayssot contre le négationnisme, loi Taubira définissant l'esclavage comme « crime contre l'humanité », loi du 23 février 2005 « portant reconnaissance de la Nation » : comment réagir à l'intervention de l'État dans l'histoire ?  
Table ronde avec **Marc Ferro** (EHESS), **Geoffroy Géraud** (doctorant, BDIC), **Annie Lacroix-Riz** (Université de Paris-7) et **Benjamin Stora** (INALCO)  
*Modérateur* : Robi Morder

► **24 avril 2006**  
**Le partage de l'Empire ottoman et la politique des « mandats » au Proche-Orient (1920-1948)**

Conformément à la conception de la Société des Nations selon laquelle « les peuples qui ne sont pas encore capables de se gouverner » devront être administrés par

les nations alliées, le Proche-Orient passe d'une domination à une autre. La politique des « mandats », britannique et français, peut-elle être considérée aujourd'hui comme l'origine des conflits ethniques, religieux et politiques au Moyen-Orient ?  
Avec **Henry Laurens**, historien (Collège de France)  
*Modératrice* : Sonia Combe

► **22 mai 2006**  
**Autour des archives du féminisme**

« Une urgence : préserver la mémoire des luttes féministes ». Tel est l'objectif de l'association Archives du féminisme, fondée en 2000 : collecter les archives des militantes et des associations féministes, les classer et les inventorier, afin de les mettre à la disposition de la recherche.  
Avec **Christine Bard**, historienne (Université d'Angers) et présidente de l'association Archives du féminisme  
*Modératrice* : Anne-Marie Pavillard

► **12 juin 2006**  
**Ouverture des archives de Pierre Pascal (1890-1983)**

À cette occasion, **Jacques Catteau** (Université de la Sorbonne) et **Georges Nivat** (Université de Genève), professeurs de littérature russe, évoqueront l'œuvre de l'historien de la Russie rurale, également spécialiste de Dostoïevski – mais aussi la vie et l'engagement de ce « janséniste bolchévique », selon l'expression de G. Nivat, témoin de la révolution d'Octobre et des premières années de la vie en Russie soviétique.  
*Modérateur* : Alexandre Goriounov

SONIA COMBE  
Département « Archives et Recherche »

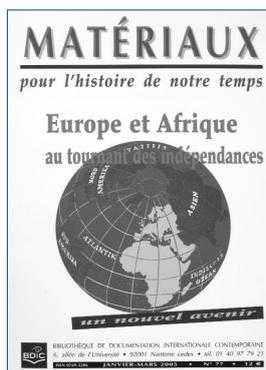
Ces conférences ont lieu dans la salle de réunion de la BDIC, au 1<sup>er</sup> étage, de 17 h à 19 h, à l'exception de la table ronde du 27 mars qui débutera à 16 h.

## Matériaux pour l'histoire de notre temps, revue de la BDIC et de l'association des amis de la BDIC

Derniers numéros :

- *Europe et Afrique au tournant des indépendances*, n° 77, janvier-mars 2005.
- *La Laïcité, un enjeu sur la voie de l'émancipation humaine*, n° 78, avril-juin 2005.
- *Internet et mouvements sociaux : nouvelles pratiques militantes, nouvelles sources pour l'histoire*, n° 79, juillet-septembre 2005.

BDIC - Librairie  
6, Allée de l'Université – 92001 Nanterre Cedex  
Contact : marcelle.denhez@bdic.fr  
Tél. : 01 40 97 79 02 – Fax : 01 47 21 40 22



# Réflexion sur l'écriture de l'histoire

## Compte rendu des journées d'étude des 4 et 5 octobre 2005

Les journées d'étude organisées par la BDIC sur la classification des sources et l'écriture de l'histoire (*Classification et histoire, de Gabriel Naudé à RAMEAU : l'histoire face à l'ordre informatique*) ont rassemblé une cinquantaine de personnes (essentiellement des professionnels de la documentation scientifique), en sus d'une trentaine d'intervenants.

La première journée a tenté de mettre en évidence le lien épistémologique entre les classifications élaborées depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, à la suite de l'explosion de la production de livres consécutive à la découverte de l'imprimerie, et la formation des écoles historiques, tandis que la seconde journée était consacrée aux mutations des pratiques des chercheurs et des professionnels induites par l'informatique.

### La classification traditionnelle

L'intérêt de ce questionnement résidait dans le fait qu'il constitue un angle mort de la pensée tant bibliothéconome et archivistique qu'historienne : il s'agissait donc pour les participants d'innover à partir de pratiques et d'expériences en Allemagne, en France et en Russie. Si la réflexion a avancé, concernant notamment les répercussions de la division méthodique des livres sur la logique de la connaissance (ainsi le catalogue de Leibniz, à la bibliothèque du duc August, à Wolfenbüttel ou celui de Gabriel Naudé, fondateur de la bibliothèque Mazarine), c'est surtout dans le domaine des plans de classement des archives que le lien entre classification et production savante a pu être dégagé de

façon pertinente, d'abord à partir de l'exemple des archives de la Prusse, paradigme d'un État basé sur un ordre bureaucratique, mais surtout, de celui des archives soviétiques. Un exemple qui donne à penser que, pour être parfois plus subtil, le classement n'en demeure pas moins idéologique – ainsi que tend à le prouver la pratique de (dé)construction de l'archive.

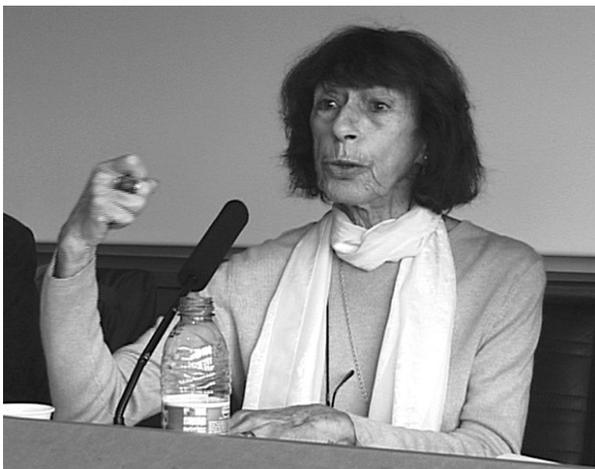
### Le tournant électronique

Consacrée au « tournant électronique » de l'histoire, la seconde journée devait aborder l'attitude du chercheur et du professionnel face à la technicisation toujours plus grande du traitement des sources et du mode de recherche documentaire. En avance sur le monde des archives, les bibliothèques ont fait les frais d'une informatisation qui, pour avoir réduit de façon spectaculaire le temps du catalogage – et donc de mise à disposition du document au lecteur –, n'en est pas moins objet de critiques, qu'il s'agisse des apories de RAMEAU, langage documentaire national (importé des États-Unis via le Québec), mais à prétention universaliste, des pertes de données bibliographiques importantes liées à des *rétroconversions* problématiques

et de l'homogénéisation du traitement des sources (par le biais du catalogage partagé).

S'il est encore trop tôt pour en évaluer les conséquences sur la production savante, on peut déjà en détecter des effets secondaires sur les pratiques : découragé par le taux d'échec élevé de l'interrogation par sujet, le chercheur se détournerait du catalogue scientifique, recourant lui aussi à *Google* – tandis que le bibliothécaire mobiliserait toujours plus son énergie à maîtriser l'outil informatique et les logiciels en incessant perfectionnement. Dans le meilleur des cas, mais pour combien de temps ?, il lui restera encore un peu de force pour poursuivre cette quête de classement – ou d'indexation – idéal(e) (et illusoire). Face aux démonstrations de traitement électronique (obligatoirement normatif) des sources, on comprend le plaidoyer final d'historiens expérimentés (Marc Ferro, Carlo Ginzburg et Philippe Joutard) en faveur d'un (impossible) renversement de tendance, rétablissant la diversité des modes classificatoires ... afin de laisser encore un peu de place au désordre et au hasard, ces facteurs d'innovation dans la pratique de l'historien.

SONIA COMBE



Suzanne Citron.



Carlo Ginzburg.



## Archives et histoire sociale

La 36<sup>e</sup> conférence annuelle de l'International Association of Labour History Institutions<sup>1</sup> s'est tenue début septembre en Belgique, organisée par l'Institut d'histoire sociale de Gand, et s'est poursuivie par un colloque international sur l'altermondialisme.

Réunissant des archivistes, des chercheurs en sciences sociales et des représentants de différentes organisations militantes, ce colloque a parfaitement rendu compte de questions qui, dans tous les pays, se posent aujourd'hui aux professionnels de la documentation. Comment procéder pour commencer à sauvegarder la mémoire des différents mouvements altermondialistes nationaux ou internationaux, de plus en plus nombreux, actifs et dynamiques ? Quelles institutions, à quelle échelle et avec quels moyens, devraient s'en charger ? Est-il d'ailleurs possible d'envisager un tel travail alors même que les modes de fonctionnement et les stratégies politiques des mouvements concernés restent encore peu étudiés ? Sur tous ces sujets, les confrontations de points de vue restent encore très vives ; seules des approches collectives devraient permettre d'apporter bientôt de vraies réponses à ces questions.

La nouvelle secrétaire générale de l'IALHI, Françoise Blum, du Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle de l'université Paris-I, a insisté sur la nécessité de poursuivre le développement d'instruments collectifs internationaux facilitant l'accès aux sources en histoire sociale<sup>2</sup>, tout en proposant aussi de nouvelles pistes de travail, avec l'intégration de nouveaux membres issus de zones géo-

graphiques jusqu'à présent peu représentées au sein de l'association (Afrique, Amérique centrale et Amérique latine).

### Quelles archives électroniques des mouvements sociaux ?

Les questions scientifiques, techniques ou financières que posent aujourd'hui la récupération, la sauvegarde et la mise à disposition publique des nouvelles formes d'archives électroniques (ces documents de plus en plus nombreux – e-mails, pages de sites web, blogs, etc. –, et qui souvent n'existent plus que sous cet aspect immatériel) sont évidemment au cœur des préoccupations actuelles. Ainsi que l'a montré par exemple le récent numéro de *Matériaux pour l'histoire de notre temps* consacré aux nouvelles archives des mouvements sociaux<sup>3</sup>, rédigé en partie grâce aux ressources du réseau IALHI, il sera sans doute impossible de leur apporter des réponses concrètes sans prendre le temps de travailler d'abord ensemble, professionnels de la conservation, chercheurs et acteurs du « Net militant » (syndicalistes internautes ou « hébergeurs » de sites associatifs et politiques, par exemple), pour la définition de véritables politiques de conservation des documents électroniques.

Les difficultés à contourner sont nombreuses, et la mise en place de procédures techniques concrètes assez lente. Prenant appui sur les acquis et les conclusions de ce

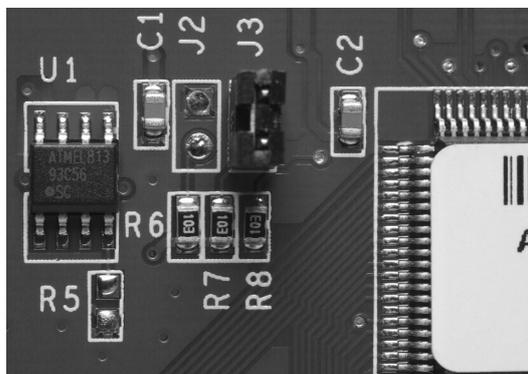


Photo Jean-Claude Mouton.

numéro de *Matériaux*, la BDIC, le Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle et le CODHOS<sup>4</sup> ont ainsi pris l'initiative d'organiser le 12 janvier prochain une après-midi d'études sur le même sujet (voir page 2). Devraient ainsi être réunis ce jour-là – mais cette table ronde sera aussi ouverte au public le plus large – des représentants des grandes institutions comme la Bibliothèque nationale de France, les Archives nationales ou l'Institut national de l'audiovisuel, des archivistes et documentalistes de partis, mouvements ou syndicats traditionnels, des représentants des « nouveaux mouvements sociaux » et des animateurs de services Internet militants, tous sollicités pour réfléchir à la mise en œuvre de politiques d'archivage concertées et partagées. Sans doute est-il plus aisé de parvenir à des solutions concrètes lorsque le champ concerné reste limité : des réseaux spécialisés comme l'IALHI et le CODHOS, des institutions comme la BDIC ou le Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle pourraient ainsi être amenés à jouer un rôle moteur pour la définition des nouvelles méthodologies d'archivage électronique – et contribuer aussi peut-être à un certain renouvellement des perspectives de recherche en histoire sociale.

FRANCK VEYRON



Photo Jean-Claude Mouton.

1. Voir le site [www.ialhi.org](http://www.ialhi.org).

2. Voir par exemple le *News Service* ou le *Serials Service* de l'IALHI (accès direct aux sommaires de plus de 100 revues spécialisées en histoire sociale, avec la possibilité d'obtenir très vite copie des articles repérés ; [serials.ialhi.org](http://serials.ialhi.org)), ainsi que le projet de constitution d'un portail d'accès commun aux différents catalogues des établissements membres de l'association ([labourhistory.net](http://labourhistory.net)).

3. *Internet et mouvements sociaux : nouvelles pratiques militantes, nouvelles sources pour l'histoire*, n° 79, juillet-septembre 2005.

4. Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale : [www.codhos.asso.fr](http://www.codhos.asso.fr).

# Les traces de l'histoire des femmes à la BDIC

« Quelle place pour les femmes dans l'histoire enseignée ? » : telle est la question posée par un rapport du Conseil économique et social, présenté par Annette Wieviorka en 2004<sup>1</sup>. Afin de rendre les femmes visibles comme « actrices de l'histoire » et comme sujets de recherche, ce rapport insiste sur l'importance de la conservation des archives, qui sont « les traces que le passé nous a léguées ».

Archiver des documents concernant les femmes et le féminisme est un objectif que la BDIC s'est fixé depuis plusieurs années. Le premier numéro de sa revue *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, en 1985, avait déjà pour thème central : « Histoire des femmes, histoire du féminisme ». Et cet objectif a amené la BDIC à participer, en 2000, à la fondation de l'association Archives du féminisme<sup>2</sup>.



Fonds Gabrielle Duchêne.

## Des féministes de la première vague ...

Parmi ces « traces » de l'histoire des femmes conservées à la BDIC, les archives de Gabrielle Duchêne représentent l'un des fonds les plus importants. Présidente de la section française de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (LIFPL) de 1919 à sa mort en 1954, Gabrielle Duchêne est l'une des figures de proue du féminisme pacifiste français. Mais elle milita également beaucoup sur la question du travail des femmes, créant, en 1913, l'Office français du travail féminin à domicile. Ses archives représentent une centaine de cartons : outre les rapports de la LIFPL et des sections locales, on y trouve sa correspondance avec les associations féministes de divers pays ainsi que des dossiers sur toutes ses autres activités (l'Alliance internationale pour le suffrage des fem-



Photo Élie Kagan (Collection BDIC).

mes, le Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme, etc.). Ces archives ont déjà donné lieu à plusieurs articles et travaux de recherche, mais elles sont certainement loin d'être épuisées !

Pour l'histoire de cette première vague du féminisme, citons également les archives de la Commission féministe de la Ligue des droits de l'homme. Cette commission ne fut active que de façon épisodique, entre 1923 et 1937, et ses archives occupent moins d'un carton. Elles n'en constituent pas moins un outil très utile pour toute recherche sur le droit de vote et les droits civils des femmes dans l'entre-deux-guerres.

## ... au mouvement de libération des femmes

L'association Mémoires de 68 fut fondée en 1989 dans le but de retrouver et conserver les archives de cette période, en encourageant les acteurs de ce mouvement à remettre leurs documents à la disposition de la recherche. Une grande partie des fonds recueillis fut déposée à la BDIC. Parmi ceux-ci, les archives de deux militantes qui ont joué un grand rôle dans la naissance du mouvement de libération des femmes : celles de Françoise Picq (tracts des années 1970-1974 sur l'avortement, débats avec le mouvement Psychanalyse et Politique en 1976-1979, ...), et

celles de Liliane Kandel (les premiers numéros du *Bulletin d'information du MLF*, en 1971, les Journées de dénonciation des crimes contre les femmes en 1972, la grève des femmes en 1974, etc.).

Les « traces » de l'histoire du mouvement féministe ne se limitent pas aux archives papier : les collections photographiques du Musée d'histoire contemporaine-BDIC, par exemple, comportent cent tirages de Catherine Deudon sur le mouvement féministe de 1970 à 1992 ; et, dans le fonds Élie Kagan conservé à la BDIC, on trouve plusieurs photos de manifestations du MLF dans les années 1970. Citons enfin le film *Parcours de militants*, réalisé en 2004 par Gilles Manceron et Jean-Claude Mouton pour l'exposition de la BDIC *Droits de l'homme. Combats du siècle*, avec l'interview de Maya Surduts, l'une des actuelles porte-parole du Collectif national pour les droits des femmes (CNDF). Et l'on peut consulter également les deux heures de rushes de cet entretien, durant lequel Maya Surduts retrace son long parcours de militante féministe, des années 1970 à nos jours.

Après ce rapide aperçu des archives de la BDIC relatives à l'histoire du féminisme, nous reviendrons, dans un prochain numéro, sur les archives concernant plus largement l'histoire des femmes<sup>3</sup>.

ANNE-MARIE PAVILLARD

1. Ce rapport est consultable sur le site du CES : [www.ces.fr](http://www.ces.fr) (rapport 2004-05 du 27/02/2004).

2. L'association prépare actuellement un *Guide des sources sur l'histoire du féminisme* (voir son site : <http://bu.univ-angers.fr/ARCHFEM>).

3. Pour plus de détails, voir sur le site de la BDIC : [www.bdic.fr](http://www.bdic.fr)

## Le fonds Gabriel Ersler

Né en Pologne en 1913, Gabriel Ersler a fait ses études de médecine à Berlin et à Berne. Il s'engage en septembre 1937 dans les Brigades internationales comme médecin de garnison dans la brigade allemande (XI<sup>e</sup> brigade) puis dans la brigade polonaise « Dombrowski ». Après la guerre d'Espagne, il sera lié à la résistance communiste en France.

Le fonds iconographique donné par Gabriel Ersler à la BDIC regroupe 221 négatifs et tirages correspondant à la période de son engagement dans la brigade sanitaire du bataillon polonais « Dombrowski » de la XIII<sup>e</sup> Brigade, de mars 1938 à avril 1939. Les négatifs ont été numérisés et chargés dans la base de GED (Gestion électronique des documents) et sont consultables en ligne dans la base « Archives et images » du site de la BDIC. Afin de faciliter la lisibilité du fonds, les photographies ont été légendées et

classées en cinq thèmes : « Brigadistes », « Activités diverses », « Gabriel Ersler », « Opérations et manifestations militaires » et « Service de santé ».

### Un fonds à supports multiples

Il a été demandé à Gabriel Ersler d'annoter des reproductions des photographies avec des précisions sur les lieux, les dates, les acteurs, leurs nationalités et leurs fonctions dans le bataillon. La BDIC a également réalisé un entretien filmé de Gabriel Ersler retraçant les raisons de son engagement comme volontaire dans la guerre d'Espagne. Il complète les informations apportées par les photographies et le recueil de notes par l'évocation des parcours singuliers des anciens des Brigades internationales après la guerre et nous livre ses réflexions sur l'objet photographique comme mémoire.



Chaque support du fonds Ersler, iconographique, papier et audiovisuel, apporte des informations spécifiques sur les derniers mois d'une brigade internationale en Espagne à travers le regard particulièrement impliqué de Gabriel Ersler.

LAETITIA PUERTAS,  
stagiaire au Service audiovisuel

## Jean Pottier, photographe

Lors de la projection, le 3 novembre 2005, des documentaires réalisés par les étudiants de l'atelier « Archives audiovisuelles », organisée par le Service audiovisuel de la BDIC et le département Arts du spectacle de l'Université Paris-X Nanterre<sup>1</sup>, une exposition sur le bidonville de Nanterre a donné au public l'occasion de découvrir une partie de l'œuvre du photographe nanterrien Jean Pottier. Depuis quelques années, la BDIC suit attentivement son travail et cet intérêt est réciproque. Il a décidé de confier son fonds photographique à notre bibliothèque, pour le rendre disponible pour la communauté universitaire et l'enseignement.

Parler de son métier avec cet homme d'images est un vrai plaisir. Amoureux de son travail, il nous fait découvrir peu à peu ses photographies, en ouvrant des centaines de boîtes. C'est l'expérience

d'une vie de terrain, d'observation, de découverte et d'ouverture vers l'autre qui se reflète dans ces milliers d'images. Jean Pottier commente avec passion les précieux instants de la prise de vue : ses envies, ses craintes, ses difficultés, sa fascination pour rendre un sujet plus humain, pour trouver la bonne lumière, pour transmettre aux autres un message.



Le bidonville de Nanterre, décembre 1957.

L'œil du photographe ne se lasse pas de regarder l'homme et son milieu partout où il va, y compris dans des pays lointains. Les thématiques et les lieux sont innombrables, mais son entourage quotidien et sa relation avec sa ville et sa région restent une constante. Ses images nous montrent l'évolution des Hauts-de-Seine sous divers aspects : l'urbanisme, le transport, la population, le monde du travail, l'industrie, les mouvements sociaux, la vie politique, etc.

Le fonds Jean Pottier vient enrichir nos fonds photographiques. L'exposition « Banlieusards/Saint-Lazare » sera présentée à partir du 15 mars 2006 comme une contribution de la BDIC à la manifestation « La Science se Livre » organisée par le Conseil général des Hauts-de-Seine. Et ce fonds constitue une belle source documentaire pour l'atelier « Archives audiovisuelles » qui a choisi, pour 2005/2006, le thème « militantisme et engagement ».

ROSA OLMOS

1. Voir l'article de Jean-Claude Mouton, photographe de la BDIC et chargé d'enseignement dans cet atelier, dans le *Journal de la BDIC* n° 12, septembre 2005.

## Collection « Mémoire vivante »

## Une certaine idée de l'Anarchie

Convaincue de la pertinence de la source orale pour étudier l'expérience vécue par les acteurs de l'histoire contemporaine et soucieuse de produire des matériaux pour la recherche qui permettent une approche critique de la parole des témoins, la BDIC s'attache à créer des archives audiovisuelles. En août 2005, nous avons recueilli le témoignage d'Odette Kervorc'h Ester, « mémoire vivante » de la Fédération espagnole des déportés et internés politiques (FEDIP).

Née le 15 juillet 1915 en Bretagne, d'un père marin et d'une mère paysanne, baptisée de force et farouchement anticléricale, Odette Ester est, dès son plus jeune âge, heurtée par l'injustice sociale. Elle s'oriente vers la pensée anarchiste et conteste la place dévolue aux femmes dans la famille traditionnelle. Mariée à Jean-Marie Beiver, un syndicaliste dont elle a une fille, elle divorce puis monte à Paris.

La rebelle individualiste qu'elle est alors rejoint, en 1936, les combats collectifs. Après le coup d'État de Franco, révoltée par la non-intervention des démocraties occidentales, elle s'engage dans la solidarité avec la lutte antifranquiste. Sous l'Occupation, liée au réseau Vengeance, elle participe à des actions de résistance humanitaire mais refuse tout discours patriotique. En 1947, elle fait partie des fondateurs de la CNT<sup>1</sup> française qui défend une conception libertaire axée sur le syndicalisme révolutionnaire et dont elle adopte la définition de l'anarchie : « la responsabilité individuelle maximale au service de la collectivité ».

## La solidarité avec les Espagnols déportés

À la Libération, Odette Ester va au Lutetia. Là, elle est bouleversée par la détresse des déportés, particulièrement celle



Fernando Gomez, José Ester Borrás, Odette Ester (1947).

des exilés qui n'ont pas de famille pour les accueillir. Elle rencontre José Ester Borrás, résistant, déporté à Mauthausen, un des fondateurs de la FEDIP, association créée en 1945, qui rassemble militants du POUM<sup>2</sup>, anarchistes et communistes antistaliniens et dont elle devient militante. Cette « Bretonne réfugiée espagnole », comme l'avait surnommée son compagnon, évoque la bataille engagée par la FEDIP pour faire reconnaître aux Espagnols déportés comme « prisonniers apatrides » (et non comme « politiques ») le titre de « victimes civiles du nazisme » et obtenir, pour eux et pour leurs veuves, des réparations.

Ce témoignage souligne combien les clivages politiques traversent l'histoire et la mémoire de la déportation des Espagnols. Il met en lumière la différence des récits concernant l'expérience des « victimes civiles » et celle des résistants. Différence qui tient au passé des déportés mais aussi à la date de leur déportation. Cette archive permet ainsi de réfléchir aux limites de la notion de mémoire collective.

## La lutte contre le totalitarisme et le franquisme

Après la guerre, la FEDIP développe l'aide aux antifranquistes espagnols victimes du Goulag. Elle lance, en 1946, une campagne pour libérer des pilotes et des marins enfermés au camp de Karaganda (Kazakhstan). Et c'est en sollicitant des appuis qu'Odette Ester rencontre Georges Altman, ancien résistant de Franc-Tireur dont elle devient l'assistante en 1947 au sein du journal du même nom. En 1953, 80 personnes ont pu ainsi être rapatriées à bord



Odette Ester, août 2005.

d'un bateau affrété par la Croix-Rouge internationale : le *Sémiramis*.

Odette et José Ester Borrás organisent également la solidarité de la FEDIP avec les résistants antifranquistes. À ce titre, ils mobilisent les réseaux de la Résistance pour empêcher l'extradition, en 1951, des guérilleros de León-Galice et, en 1956, des guérilleros anarchistes catalans tels que Marcelino Massana.

## Passage de témoin

Odette Ester retrace aussi l'itinéraire de son compagnon José Ester Borrás qui fut une figure importante de l'engagement libertaire espagnol et secrétaire de la FEDIP de 1947 jusqu'à sa mort en 1980. Le portrait qu'elle fait ici de lui éclaire les traces archivistiques réunies à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam où sont conservés les papiers personnels de José Ester et une partie des archives de la FEDIP, l'autre partie ainsi que la collection d'*Hispania*, la revue de l'association, ayant été déposées à Salamanque par Ramiro Santisteban, son actuel président.

On constate, avec cette archive audiovisuelle, combien le témoignage oral permet de compléter l'archive écrite, explicitant parfois ce que la trace écrite ne dit pas ou masque.

ODETTE MARTINEZ  
ET LAETITIA PUERTAS

1. Confédération nationale du travail.  
2. Parti ouvrier unifié marxiste.